

JEAN-DAVID LEVITTE

Distinguished Fellow, Brookings Institution

Moi, je suis résolument optimiste. Et on a tous le nez dans deux conflits : le Mali et la RCA, qui occupent le devant de l'actualité. Si on regarde dans le rétroviseur et qu'on mesure le chemin parcouru, là, on est très optimistes. Et pour parcourir ce chemin du sud vers le nord, rappelons-nous - aujourd'hui on clôt les obsèques de Mandela - qu'il y a une génération, il y avait encore l'apartheid en Afrique du Sud, que la Namibie n'était pas encore indépendante. Après les décolonisations ratées du Portugal, des guerres civiles atroces ont martyrisé les peuples du Mozambique et de l'Angola. Et c'est, il y a dix ans seulement, avec l'élimination de Savimbi, que l'Angola a pu sortir d'une tragédie sans fin pour commencer un redressement très impressionnant. Et si l'on continue avec l'Afrique centrale, comment ne pas mentionner le génocide au Rwanda en 1994, les massacres au Burundi, la chute de Mobutu, qui a déclenché la première guerre continentale africaine, avec neuf pays impliqués et probablement trois millions de victimes de cette crise, en plus du génocide du Rwanda.

Et si je regarde vers l'Afrique de l'Ouest : le Biafra naturellement, mais aussi les guerres civiles atroces du Sierra Leone et du Liberia, avec ces enfants martyrisés, les mains coupées à coups de machette, etc.

Et si on regarde la Corne de l'Afrique, pendant des décennies ça a été la guerre civile du Soudan, qui a débouché sur le partage du pays ; la guerre civile en Éthiopie qui a débouché sur la naissance de l'Érythrée ; et enfin la destruction de toutes les structures étatiques en Somalie. Donc je rappelle tout cela pour mesurer le chemin qui a été parcouru, et qui est assez extraordinaire, vers davantage de stabilité.

Il y a l'enracinement de la démocratie, aussi, avec de plus en plus d'élections, peut-être pas parfaites, mais ce sont des processus à évolution lente, et chaque scrutin apporte ses progrès. Ce qui m'a beaucoup frappé dans le dernier épisode en République démocratique du Congo, où un nouveau mouvement armé, le M23, s'était lancé à la conquête de l'est du pays, c'est que le problème a été réglé. Il a été réglé avec trois progrès importants : le premier est que les Nations unies ont déployé la MONUSCO, une force très importante, et ont créé, à l'initiative de la France, une brigade d'intervention très musclée, avec des forces très compétentes venues d'Afrique du Sud et de Tanzanie, et qui s'est imposée sur le plan militaire. C'est nouveau.

Le deuxième point nouveau est que le président Obama a appelé personnellement le président Kagame, en lui disant : "N'intervenez pas". Alors il a dit : "Mais je n'interviens pas". "Très bien ! Vous n'intervenez pas." C'est nouveau.

Et le troisième élément qui est nouveau, c'est la reconstruction de l'armée de la République démocratique du Congo qui, enfin équipée et dirigée, a pu mener les combats en accompagnement de la force onusienne. Et on voit que, même dans ce pays, il y a des progrès lents, mais continus.

Si on regarde aujourd'hui ce qui reste à faire, on a la bande sahélienne de Nouakchott à Mogadiscio, et comme tu le disais Jean-Michel, là c'est l'enracinement d'un phénomène nouveau qui est le terrorisme islamique, avec les conséquences que ça a sur la sécurité. Et donc il fallait intervenir au Mali, on l'a fait, mais il reste un long chemin à parcourir. Et puis on mesure, en Somalie, à quel point l'effondrement des structures débouche sur un parcours encore plus difficile, encore plus long, et qui est la reconstruction pas à pas d'un État digne de ce nom.

Et le deuxième conflit, c'est justement la menace de destruction de ce qui restait des structures de l'État en République centrafricaine. Donc là encore, la France, devant l'urgence, a eu raison d'agir. Mais il faut qu'elle soit accompagnée. Et je pense que du sommet de l'Élysée, que tu mentionnais Jean-Michel, au sommet de la semaine prochaine de l'Union européenne, il y a une dynamique. A l'origine de cette dynamique, et c'est un autre point très positif, il y a la volonté de l'Union africaine d'assumer par elle-même les responsabilités qui reviennent aux Africains dans le domaine de la sécurité. Cette volonté africaine, il faut que l'Europe l'aide à l'assumer. La France a pris sa part, ainsi que le Royaume-Uni, il faut maintenant que toute l'Europe se mobilise pour aider les Africains à former des forces de réaction rapide

pour faire face aux urgences du moment. Et tout cela, c'est le troisième pilier, sous l'égide des Nations unies, avec un Conseil de sécurité qui réagit mieux avec des troupes onusiennes, des Casques bleus mieux formés, en appui aux troupes africaines.

Donc je pense qu'un long chemin a été parcouru. On se trouve face à des défis nouveaux dans la bande sahélienne. On a bien fait de les relever, parce que sinon c'était l'Europe, et au-delà tout le monde occidental qui était sous la menace du terrorisme islamique d'origine sahélienne. Mais il faut reconstruire l'État malien, reconstruire l'armée malienne. Là encore, ça prendra du temps.

Jean-Michel Severino, Gérant, Investisseurs et Partenaires (I&P)

Donc une vision optimiste : Jean-David insiste à la fois sur les nouveautés dans la dynamique de l'insécurité, mais note aussi des améliorations importantes, et livre surtout un message important autour de la capacité de l'Union africaine et des Nations unies à traiter cette conflictualité.